

Du Tchad aux OPEX : les interventions extérieures de l'armée française depuis 1981

Dernière modification : 22 août 2023

🕒 20 minutes

Par : [La Rédaction](#)

La France est intervenue militairement dans plusieurs régions du monde, en application d'accords bilatéraux ou dans un cadre multilatéral (mission de l'ONU...). Au cours des 40 dernières années, elle est principalement intervenue sur le sol africain.

Les interventions sous les deux septennats de François Mitterrand

Mai 1982

Voyage en Afrique (Niger, Côte d'Ivoire, Sénégal, Mauritanie) de François Mitterrand, président de la République, au cours duquel il réaffirme son attachement au dialogue Nord-Sud ainsi que la volonté de la France de tenir ses engagements pour assurer la sécurité de ses "*amis*" tout en répétant que "*la France n'est pas le gendarme de l'Afrique*".

Août 1983

Début de l'opération militaire française Manta au Tchad : 4 000 soldats français viennent en appui au régime du président tchadien Hissène Habré, qui fait face aux forces d'opposition du Gouvernement d'union nationale du Tchad (GUNT) de Goukouni Oueddei, soutenu par la Libye.

17 novembre 1983

Raid de l'aviation française sur un camp d'entraînement de milices chiites pro-iraniennes, situé au sud-est de Baalbeck (Liban), suite à l'attentat de Beyrouth contre le contingent français de la Force multinationale au Liban (58 morts) du 23 octobre 1983.

23 novembre 1983

Le conseil des ministres approuve le collectif budgétaire de fin d'année en faveur des armées : 1 646 millions de francs, dont 1 100 millions de francs de crédits pour le financement des opérations militaires au Tchad et au Liban.

9 Août 1984

À l'occasion du premier anniversaire de l'opération Manta au Tchad, Charles Hernu, ministre de la défense, déclare sur Radio France Internationale que "*les Français ne quitteront pas le Tchad tant qu'il y aura un soldat libyen au sud de la bande d'Aozou*" (zone frontalière du territoire tchadien occupée par la Libye depuis douze ans).

17 septembre 1984

Accord franco-libyen pour l'évacuation du Tchad par les deux armées à partir du 25 septembre 1984. Le même jour, Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, indique que l'accord de coopération militaire franco-tchadien reste en vigueur si la Libye ne tient pas ses engagements.

Février 1986

À la suite de la reprise des combats au nord du Tchad entre les forces du président tchadien, Hissène Habré, et celles du GUNT de Goukouni Oueddei, appuyées par la Libye, mise en place à N'Djamena, par la France, d'un système aérien dissuasif dans le cadre de l'opération Épervier. Bombardement par les avions français de la piste d'atterrissage d'Ouadi Doum dans le nord du Tchad. Hissène Habré déclare à la presse que cette action entre "*dans le cadre d'une demande d'aide militaire adressée par le Tchad à la France*" et précise que l'aéroport d'Ouadi Doum était une "*place forte libyenne*".

Septembre 1986

Envoi par la France de 200 parachutistes au Togo à la demande du gouvernement togolais et en vertu de l'accord de défense franco-togolais du 10 juillet 1963, à la suite d'une tentative de coup d'État contre le général Eyadema, chef de l'État togolais.

7 Janvier 1987

Nouveau raid aérien de l'aviation française, qui détruit le radar libyen d'Ouadi Doum.

Février-mars 1987

Renforcement et redéploiement du dispositif Épervier pour parer aux pressions croissantes des forces libyennes opérant au nord du pays. Les effectifs passent de 1 400 à 2 200 hommes.

5 décembre 1989

Opération militaire française Oside aux Comores après l'assassinat du président Ahmed Abdallah et la prise de contrôle du pays par les mercenaires de Bob Denard.

Mai 1990

Après l'adoption par le Parlement gabonais du multipartisme et la mort d'un responsable du Parti gabonais du progrès (PGP) s'opposant au régime d'Omar Bongo, président de la République gabonaise, manifestations à Libreville et Port-Gentil du 22 au 24. La France envoie des troupes à Libreville afin de protéger et rapatrier les ressortissants français.

1990-1993

Début octobre, envoi au Rwanda, à la demande du président rwandais Juvénal Habyarimana, de 300 militaires français basés à Bangui (Centrafrique) "*ainsi que des armements légers et des munitions*,

dans le cadre d'une opération préventive" pour assurer la sécurité des 650 ressortissants français au Rwanda. Le ministère français de la défense déclare qu'il n'y a pas d'engagement français au Rwanda, les militaires français ayant pour but la protection des ressortissants français et de l'ambassade de France. La mission Noroit des soldats français au Rwanda perdure jusqu'en 1993.

20 juin 1990

Lors du XVI^e sommet franco-africain, à La Baule, François Mitterrand énonce la nouvelle doctrine démocratique : il *"appartient aux Africains de fixer le rythme de leur évolution. Désormais la France liera ses efforts de contribution à tous les efforts faits pour aller vers plus de liberté"*.

Août 1990

Après l'invasion du Koweït par l'armée irakienne le 2 août, la France participe à la coalition internationale pour l'évacuation du Koweït par l'Irak (opération Daguet).

Décembre 1990

Après la fuite au Cameroun d'Hissène Habré, président du Tchad depuis 1982 et l'entrée dans la capitale du Mouvement patriotique du salut (MPS), Jean-Pierre Chevènement, ministre français de la défense, annonce un renforcement du dispositif militaire Épervier et Jacques Pelletier, ministre de la coopération et du développement, indique que la France soutiendra les efforts de démocratisation d'Idriss Déby, nouvellement nommé chef de l'État par le MPS.

Janvier-février 1991

Le 16 janvier, session extraordinaire du Parlement sur la crise du Golfe. Lecture d'un message de François Mitterrand, qui affirme que *"le recours à la force est désormais légitime"*. À l'Assemblée nationale, Michel Rocard, Premier ministre, affirme que *"le combat de la France est un combat pour le droit, seul garant de la paix"* et que la France se placera sous commandement militaire américain unique mais *"pour un temps et des missions déterminées"*.

La guerre du Golfe (Tempête du désert) commence par une vaste offensive aérienne entre le 17 janvier et le 23 février. Elle se poursuit par une offensive terrestre de quatre jours à compter du 24 février.

25 mars 1991

Début du retour des forces terrestres françaises de l'opération Daguet présentes dans le Golfe persique.

11 avril 1991

Pierre Joxe, ministre de la défense, annonce devant la commission de la défense de l'Assemblée nationale que le coût pour la France de la guerre du Golfe s'élève à 6,5 milliards de francs mais *"que le seul montant des contributions internationales dépasse largement les 6 milliards de francs"*.

Septembre 1991

En raison des troubles commencés à Kinshasa (Zaïre) durant lesquels des militaires pillent des entrepôts et des magasins pour protester contre le retard dans le paiement de leur solde, la France et

la Belgique envoient des parachutistes pour assurer la protection de leurs ressortissants ainsi que des autres ressortissants étrangers, notamment américains, en accord avec les pays concernés. Le 28 septembre, fin des opérations d'évacuations et départ des militaires français.

Novembre 1991

La France accepte, à la demande du gouvernement djiboutien, "*de positionner des militaires français*" à la frontière entre l'Éthiopie et Djibouti. La demande de Djibouti s'appuie sur des accords de défense entre les deux pays qui prévoient l'intervention de l'armée française en cas d'agression extérieure.

2-7 janvier 1992

Le 2 janvier, à la suite de combats entre l'armée tchadienne et des partisans de l'ancien président Hissène Habré, la France consolide le dispositif militaire Épervier en envoyant un renfort de 450 hommes. Le 7, retour en France d'une partie du contingent.

25 février 1992

Envoi de 250 militaires français à Djibouti en "mission de paix" en raison des troubles qui s'y déroulent depuis novembre 1991.

27 février 1992

Annonce par la France de l'envoi d'une compagnie de parachutistes à N'Djamena (Tchad) afin de renforcer les forces françaises qui y sont stationnées en permanence.

6-10 juin 1992

Du 6 au 8 juin, première séance à Paris des négociations préparatoires entre le gouvernement rwandais et l'opposition regroupée au sein du Front patriotique rwandais pour préparer le terrain à une solution négociée à la guerre civile. Le 10, annonce de l'envoi au Rwanda d'une compagnie de 150 militaires français pour "*prévenir toute menace contre la communauté étrangère*".

Juin 1992

Voyage de François Mitterrand à Sarajevo (Bosnie) et décision du Conseil de sécurité de l'ONU d'étendre le mandat de la Force de protection des Nations unies (Forpronu) à la Bosnie.

Juillet 1992

Le premier bataillon de militaires français atterrit à Sarajevo. À partir de cette date, les Français assurent une présence constante et de premier ordre en Bosnie.

5 décembre 1992

Début de l'opération Oryx en Somalie puis participation française (2 100 hommes) à l'intervention américaine Restore Hope de stabilisation du pays (jusqu'en 1994).

9-20 février 1993

Annonce de l'envoi au Rwanda d'une seconde compagnie de militaires français s'ajoutant à celle déjà stationnée dans le pays depuis octobre 1990. Les autorités françaises précisent que cette force supplémentaire n'a d'autre objectif que d'assurer la sécurité des ressortissants français en une période

de troubles. Le 15, démenti officiel par le ministère des affaires étrangères des déclarations faites le 14 par un représentant de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) affirmant que les troupes françaises présentes au Rwanda se seraient "*battues aux côtés de l'armée rwandaise*" contre les rebelles du Front patriotique rwandais. Le 20, annonce par le ministère des affaires étrangères de l'envoi au Rwanda de deux compagnies militaires supplémentaires pour "*assurer la sécurité des ressortissants français et des autres étrangers*".

1993

Opération Bajoyer au Zaïre. Évacuation des ressortissants français. Kinshasa connaît des émeutes initiées par les militaires. L'ambassadeur de France Philippe Bernard et l'un de ses collaborateurs zaïrois sont tués.

3 décembre 1993

Annnonce par le ministère des affaires étrangères de la décision de la France de retirer d'ici le 15 décembre son contingent militaire du Rwanda (300 hommes), après le déploiement dans ce pays, après 3 ans de guerre civile, d'une force des Nations unies.

Avril 1994

L'assassinat des présidents rwandais et burundais, le 6 avril 1994, avec la destruction de leur avion au-dessus de Kigali, est suivi d'une vague de massacres à Kigali (Rwanda). Le 8, la France ferme son ambassade et décide d'évacuer 1 500 ressortissants, essentiellement occidentaux, avec l'opération Amaryllis. Fin de l'opération le 14 avril.

22 juin 1994

Début de l'opération Turquoise au Rwanda, dans le cadre de la résolution 929 du 22 juin de l'ONU, pour protéger les civils avec l'objectif annoncé d'arrêter les massacres et protéger la population.

30 septembre 1994

Fin de l'opération Turquoise avec le départ des derniers soldats français de la base de Goma (Zaïre).

4-6 octobre 1995

Le 4 octobre, en application de l'accord de défense franco-comorien, intervention de l'armée française pour mettre fin au coup d'État militaire aux Comores, dirigé par le mercenaire français Bob Denard. Le 5, reddition des putschistes et transfert vers La Réunion de M. Saïd Mohamed Djohar, président des Comores. Le 6, début de l'évacuation de l'île par les troupes françaises.

1996

Début de l'opération Aramis au Cameroun, en soutien de l'armée camerounaise en lutte contre le Nigeria pour le contrôle de la presqu'île pétrolière de Bakassi.

De nouvelles interventions après 1996

Avril-mai 1996

Des mutineries de soldats centrafricains réclamant le paiement de leur solde se succèdent. En application de l'accord de défense franco-centrafricain, l'armée française se déploie à Bangui afin

d'assurer la sécurité des ressortissants français et étrangers au cours des opérations Almandin 1 et Almandin 2.

Juin 1997

Opération Pélican au Congo-Brazzaville pour évacuer les ressortissants étrangers durant la guerre civile.

Octobre 1997

Nouvelle intervention, baptisée opération Antilope, au Congo-Brazzaville pour permettre des évacuations de ressortissants étrangers durant la guerre civile.

5 décembre 1997

Accord entre le Centrafrique et la France sur le départ des forces françaises pour la mi-avril 1998.

24 mars 1998

À Ouagadougou (Burkina-Faso), lors d'une réunion préparatoire au sommet franco-africain prévu en novembre à Paris, Hubert Védrine, ministre des affaires étrangères, et Charles Josselin, ministre délégué à la coopération, annoncent que le dispositif militaire français en Afrique devrait passer de 8 000 à environ 6 000 hommes en l'an 2000, tout en maintenant sa "*mission stabilisatrice utile*" et en s'appuyant davantage sur les organisations régionales africaines.

Août-septembre 1998

Opération Malachite d'évacuation des ressortissants français de Kinshasa.

12 Juin 1999

Déploiement de la KFOR (force OTAN) au Kosovo comprenant des militaires français.

1999

Mission Khor Anga à Djibouti : protection aérienne devant l'extension de la guerre entre l'Éthiopie et l'Érythrée.

Participation à des opérations internationales dans les années 2000

Octobre-décembre 2001

À la suite des attentats du 11 septembre 2001, la France intervient en Afghanistan en participant à deux opérations internationales : la force internationale d'assistance et de sécurité, sous commandement de l'OTAN, et l'opération Liberté immuable, sous commandement américain.

Septembre 2002

Début de l'opération militaire française Licorne en Côte d'Ivoire, à la suite d'une rébellion qui menace le pouvoir du président Laurent Gbagbo. Intervention précédant les accords de Marcoussis (France) entre les forces politiques ivoiriennes, en janvier 2003.

15-17 mars 2003

Le 15 mars, coup d'État en Centrafrique. Le général François Bozizé renverse le président Ange-Félix Patassé, en visite à l'étranger, et s'autoproclame chef de l'État. Le 16, la France évacue des ressortissants français et étrangers. Le 17, déploiement de 300 soldats français sur l'aéroport de Bangui, pour permettre la poursuite de l'évacuation des ressortissants français et étrangers.

2004

Destruction des aéronefs de l'armée ivoirienne après le bombardement de Bouaké dans lequel neuf soldats de la force Licorne trouvent la mort et 35 autres sont blessés. Evacuation des ressortissants français. Les soldats tirent sur la foule lors de manifestations anti-françaises.

2006

Soutien à l'armée tchadienne face aux rebelles (dispositif Épervier). L'aviation française effectue un tir de semonce devant une colonne rebelle à 250 kilomètres de N'Djamena.

2008

Protection de l'aéroport de N'Djamena et évacuation des ressortissants français au Tchad. Échange de tirs entre l'armée française et les rebelles près de l'aéroport.

Soutien logistique français à l'armée djiboutienne à la frontière érythréenne.

23 juillet 2008

Promulgation de la loi constitutionnelle de modernisation des institutions de la V^e République : la réforme complète l'article 35 de la Constitution en instituant une procédure d'information et de contrôle du Parlement sur les opérations extérieures (OPEX).

8 décembre 2008

Début de l'opération européenne Atalante comprenant des militaires français contre la piraterie au large des côtes de Somalie.

17-22 mars 2011

Le 17 mars, à l'initiative de la France et de la Grande-Bretagne, adoption par le Conseil de sécurité de l'ONU de la résolution 1973, autorisant les États membres à prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection des civils en Libye : la résolution prévoit une zone d'exclusion aérienne mais exclut toute force étrangère d'occupation. Le 22, déclaration du gouvernement suivie d'un débat à l'Assemblée nationale et au Sénat sur l'intervention des forces armées en Libye (opération Harmattan).

4-11 avril 2011

Le 4 avril, intervention des forces françaises (Licorne) à Abidjan (Côte d'Ivoire) en appui des forces de l'ONU (ONUCI) qui bombardent les positions du président sortant Laurent Gbagbo. Celui-ci considère comme invalide l'élection de son concurrent Alassane Ouattara, reconnu vainqueur de l'élection présidentielle de novembre 2010 par l'ONU. Il est accusé d'utiliser des armes lourdes contre des populations civiles. Interrogation sur le rôle des forces françaises lors de l'arrestation de Laurent Gbagbo, le 11 avril.

31 octobre 2011

Fin de l'opération Harmattan en Libye.

2012

En 2012 le coût des OPEX de la France s'est chiffré à 870 millions d'euros, contre 1,2 milliard en 2011. Le projet de loi de finances pour 2013 prévoyait une dépense de 630 millions (avant l'intervention au Mali).

Décembre 2012

Les dernières troupes combattantes françaises quittent l'Afghanistan.

11 janvier 2013

Début de l'opération Serval au Mali pour contrer l'avancée des forces djihadistes qui occupent le Nord du pays et assurer la sécurité des quelque 5 000 ressortissants français présents dans le pays.

22 avril 2013

Le Parlement vote la prolongation de l'opération Serval.

5 décembre 2013

L'armée française lance l'opération Sangaris en République centrafricaine. La France renforce son dispositif militaire dans le pays "*afin d'éviter une catastrophe humanitaire*".

25 février 2014

Le Parlement vote la prolongation de l'opération Sangaris.

1er août 2014

Lancement de l'opération Barkhane, conduite par les armées françaises. Elle se caractérise par une logique de fusion et de partage des moyens qui, jusqu'alors étaient dévolus à des opérations distinctes (l'opération Serval au Mali, déclenchée en 2013 et l'opération Épervier au Tchad, déclenchée en 1986) avec les principaux pays de la bande sahélo-saharienne (BSS) : Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina-Faso.



Opération Barkhane (Mali). CC BY-NC-ND 2.0 - Fred Marie

Septembre 2014

Lors de sa 4^e conférence de presse, le 18 septembre, le président de la République annonce l'appui aérien de la France aux autorités irakiennes pour "*porter des coups à l'organisation terroriste*" Daech. Le 19, premières frappes aériennes françaises en Irak (opération Chammal). Le 24, débat sans vote au Parlement sur l'intervention française en Irak.

27 septembre 2015

Annnonce officielle par le président François Hollande des premières frappes en Syrie contre l'organisation État islamique (Daech).

Novembre 2015

Le 15, le ministre de la défense, Jean-Yves Le Drian, annonce que dix chasseurs français ont largué vingt bombes sur le fief de l'organisation État islamique à Rakka en Syrie, deux jours après les attentats de Paris revendiqués par Daech, ayant causé la mort de 132 personnes. Le 25, le Sénat et l'Assemblée nationale entendent une déclaration du gouvernement sur l'autorisation de prolongation de l'engagement des forces aériennes au-dessus du territoire syrien.

15 Juillet 2016

Au lendemain de l'attentat terroriste à Nice qui a fait 85 morts et 434 blessés, le président de la République annonce le renforcement des interventions extérieures en Irak et en Syrie.

31 octobre 2016

Annnonce officielle par le ministre de la défense de la fin de l'opération Sangaris en République centrafricaine.

2017

L'opération Lynx vise à rassurer les alliés d'Europe centrale et de l'Est se sentant menacés. Un contingent de 300 militaires français participe à une présence avancée renforcée de l'OTAN.

25 avril 2018

Lors de la conférence Bruxelles II sur l'avenir de la Syrie et de la région, le secrétaire d'État auprès du ministre de l'Europe et des affaires étrangères annonce que l'effort français pour les années 2018-2020 s'élèverait à plus d'un milliard d'euros en faveur du peuple syrien et des communautés hôtes dans les pays accueillant des réfugiés : près de 250 millions d'euros de dons et 850 millions d'euros de prêts.

Le ministère des affaires étrangères rappelle les positions de la France : "*La France poursuit son action résolue contre le terrorisme en Syrie aux côtés de ses partenaires de la coalition internationale contre Daech. Cette action comporte tout d'abord un volet militaire, développé dans le cadre de l'opération Chammal qui contribue à l'effort international de reprise des territoires tenus par l'organisation terroriste.*"

11 novembre 2019

Le président de la République, Emmanuel Macron, inaugure à Paris le premier monument aux morts en opérations extérieures.

2020-2021

En dépit de la pandémie de Covid-19, les armées maintiennent la totalité de leurs engagements opérationnels, dont les opérations extérieures, tout en contribuant à la lutte contre la pandémie dans le cadre de l'opération Résilience.

26 mars 2021

Remise du rapport Duclert, qui pointe des "responsabilités accablantes" de la France dans le génocide des Tutsi au Rwanda en avril 1994, mais souligne l'absence de complicité de génocide.

Le retrait de certains territoires

Février 2022

Le président de la République annonce, le 17 février 2022, la fin de l'opération Barkhane. La base de Gao est rétrocédée le 15 août 2022, marquant la fin de la présence militaire française au Mali.

Mars 2022

Dans le cadre de l'opération Aigle, près de 500 militaires français sont déployés sur la base Mihail Kogălniceanu, en Roumanie. Ils contribuent à renforcer la posture dissuasive et défensive de l'OTAN sur le flanc est de l'Europe à la suite la guerre d'agression russe en Ukraine.

Septembre 2022

Réorganisation du dispositif militaire français dans la bande sahélo-saharienne autour de deux points d'appui : la base aérienne projetée de Niamey au Niger et la base aérienne projetée de N'Djamena au Tchad. Le dispositif peut également compter sur quatre points d'appui maritime : Dakar, Abidjan, Douala et Cotonou. La Mauritanie et le Burkina-Faso font également partie du dispositif.

Février 2023

Le 18 février 2023 marque la fin de l'opération Sabre au Burkina-Faso. Quelques jours plus tard, l'ensemble des troupes a quitté le sol burkinabé. Le 6 août 2023, la France annonce suspendre toutes ses actions d'aide au développement et d'appui budgétaire au Burkina Faso.

Août 2023

À la suite d'un coup d'État au Niger, qui écarte le président Mohamed Bazoum le 26 juillet 2023, les putschistes demandent au Gouvernement français de retirer leurs troupes. La France, qui compte 1 500 militaires au Niger, considère que sa présence militaire est fondée sur des accords signés avec les "*autorités légitimes du pays*".